



Pour une

REFONDATION ECONOMIQUE SOCIALE & ENVIRONNEMENTALE

Juin 2020

CESIER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **GrandEst**

Préambule P4

Piste 1

REPENSER les modèles de production et de consommation P7

Piste 2

REORGANISER le vivre ensemble P14

Piste 3

REINVENTER les gouvernances et pratiques démocratiques P18

Préambule

La crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales sont inédites et affectent tous les domaines de l'existence. Elles sont révélatrices des impasses de notre société. Le CESER affirme en conséquence qu'il faut inventer de nouvelles logiques qui soient plus respectueuses des Hommes et de l'environnement.

Le CESER propose de développer les bases d'une réflexion à moyen terme, dépassant la période de sortie du confinement et de reprise d'activité, dont l'objectif premier est de dégager des pistes pour une indispensable refondation, en s'appuyant sur un diagnostic des défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels notre région, mais aussi l'Europe et le monde entier vont être sans aucun doute confrontés.

Le CESER estime que c'est sur la base des réponses à l'urgence climatique qu'il faut construire un nouveau pacte environnemental, social et économique.

Cette contribution est une synthèse d'un rapport en cours de construction. Elle a été élaborée et validée pour alimenter les travaux de Business Act. Le CESER va poursuivre sa réflexion et approfondir le travail sur cette refondation.



Le CESER estime que c'est sur la base des réponses à l'urgence climatique qu'il faut construire un nouveau pacte environnemental, social et économique.

Cette contribution est une synthèse d'un rapport en cours de construction. Elle a été élaborée et validée pour alimenter les travaux de Business Act.

Le CESER va poursuivre et approfondira le travail sur cette refondation.

Les défis posés par la crise

Le monde entier a été confronté au COVID 19, crise protéiforme dont les multiples conséquences nous questionnent sur l'avenir. Que voulons-nous dans le "monde d'après" ? Quel avenir pour l'Europe qui devrait mieux coopérer pour défendre les intérêts de ses États ?

La Région Grand Est s'est fortement mobilisée, notamment avec l'appel à projets "Résilience Grand Est" et le Business Act Grand Est. Le CESER est satisfait d'être associé à ce dernier, mais il considère qu'il faut asseoir les décisions qui en découleront sur une vision à plus long terme. Il ne faut pas seulement relancer l'économie, mais plutôt envisager une véritable refondation environnementale, sociale et économique, comme réponse à l'urgence climatique, fil conducteur, mobilisant et associant tous les acteurs.

Cette crise interroge sur la mondialisation telle qu'elle s'est développée. Le CESER considère qu'il faut la concevoir différemment et repenser une société où la place de l'humain doit être au centre des préoccupations et où les besoins primordiaux pourront être satisfaits grâce à des logiques de coopération.

Le CESER, bien avant la crise, appelait déjà à mettre en œuvre une stratégie plus responsable et plus durable dans tous les domaines, afin de lutter contre les effets du changement climatique.

RENFORCER L'AGENDA 2030

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé Agenda 2030. 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été fixés. Ils couvrent l'intégralité des enjeux de développement tels que le climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation...

L'agenda 2030 pourrait être le cadre d'une nouvelle approche. La France, notamment le Grand Est, doivent en être le terreau grâce à la participation citoyenne qui en fera l'affaire de tous et toutes.

FAIRE DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE ET SOLIDAIRE
UN LEVIER DE
REFONDATION

Pour accompagner la transition d'une économie de compétition vers une économie de la coopération et de la relocalisation.

Pour porter des projets d'entreprise avec l'intelligence collective comme outil et l'équité dans la répartition des fruits de la productivité comme objectif.

Pour développer des entreprises citoyennes tournées vers l'intérêt général.

Le CESER souhaite que la Région Grand Est, parmi les plus impactées par la crise du COVID 19, soit dotée d'un plan d'État particulier lui permettant de compenser les pertes provoquées par cette situation.

Les 3 pistes du CESER pour une refondation :

- Repenser les modèles de production et de consommation
- Réorganiser le vivre ensemble
- Réinventer les gouvernances et pratiques démocratiques

REPENSER

**LES MODELES DE
PRODUCTION
ET DE CONSOMMATION**

Le CESER souhaite que la Région dispose de plus d'autonomie, au travers notamment d'une réforme de la fiscalité locale, pour réorienter les priorités vers une évolution des modèles économiques, sociaux et environnementaux.

Une participation publique au capital des entreprises industrielles en difficulté au travers notamment de la constitution de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif.

LE CESER PROPOSE DES SOLUTIONS FINANCIERES POUR LES ENTREPRISES AFIN DE FAVORISER LEUR MAINTIEN ET UNE RELOCALISATION DES ACTIVITES

Une annulation des remboursements des Prêts Garantis par l'État (PGE) en contrepartie d'investissements verts.

La possibilité d'amortir sur plusieurs années l'ensemble des pertes cumulées liées aux conséquences de la crise.

Les autres industries contribuant au rapprochement des sous-traitants et donneurs d'ordre ainsi qu'aux coopérations locales et favorisant ainsi au maximum le développement d'une économie circulaire

L'ensemble des productions industrielles liées au médical

En conditionnant les aides aux entreprises à l'engagement d'un travail sur l'impact environnemental et social et, pour les marchés publics, à des clauses d'insertion renforcées, quitte à demander la remise en cause de certaines réglementations.

LE CESER PROPOSE DE RELOCALISER LES PRODUCTIONS ESSENTIELLES

En encourageant l'utilisation de ressources locales.

En développant la coopération transfrontalière en créant un fonds de solidarité et de relance transfrontalier faisant participer l'ensemble des voisins, qui pourrait être géré par un Groupement Européen de Coopération Territoriale.

En imposant la modernité par l'innovation. Exemple : Pour booster la production automobile en hybride et en électrique dans le Grand Est, le CESER propose d'y produire industriellement des batteries au graphène, les classiques étant aujourd'hui importées de Chine (près de 40% du prix des véhicules).

EN PROMOUVANT UN NOUVEAU RAPPORT AU TRAVAIL

L'augmentation du nombre de chômeurs impose de penser, dès à présent, des actions de formation permettant les reconversions possibles dans les nouveaux domaines de relocalisation, prenant en compte la transition écologique.

Le télétravail doit s'organiser dans la durée, dans des conditions sécurisées qui doivent être affinées, négociées avec les partenaires sociaux. Les tiers lieux doivent être développés dans ce cadre.

La première priorité est la rénovation massive des logements, visant à lutter contre les « passoires énergétiques », en utilisant des matériaux issus de la région, avec le développement du tiers financement pour que l'impact financier soit neutre pour les particuliers. Cela sous-entend alors un investissement massif en matière de formation dans ce domaine. De nombreux emplois sont à la clef pour le bâtiment.

LE CESER PROPOSE
D'ENGAGER, DANS LE CADRE
D'UN « PLAN REGIONAL
ENERGIE », UNE GRANDE
ACTION DE RENOVATION
POUR L'ENVIRONNEMENT.

La vétusté des réseaux d'eau entraîne des pertes. L'eau est un bien qui ne doit plus être gaspillé. La rénovation massive du réseau de distribution d'eau potable est à accélérer pour aider à préserver la ressource en eau, aussi bien en qualité qu'en quantité, et à soutenir les travaux publics, mobilisant des emplois locaux.

Des réseaux de bornes pour le gaz naturel, l'électricité et l'hydrogène, doivent être développés, en maillant tout le territoire, de même que pour le biocarburant et le biogaz pour permettre une consommation en circuit court.

L'agriculture doit prendre en compte les préconisations de Climagri pour réduire les gaz à effet de serre et aller vers une agriculture bas-carbone. De même, l'agroforesterie doit être encouragée.

Il faut, pour aller dans ce sens, accentuer le soutien des pouvoirs publics pour orienter les outils (abattoirs, légumeries...), et soutenir les associations qui informent et sensibilisent les consommateurs afin d'avoir une nouvelle approche de l'alimentation régionale.

Pour assurer une indispensable sécurisation alimentaire, il faut tout mettre en œuvre pour que tous les acteurs des filières aient un revenu décent.

L'AGRICULTURE DOIT S'APPUYER SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENGOUEMENT DES CONSOMMATEURS POUR LES CIRCUITS COURTS.

L'agriculture régionale est plurielle par ses productions, du circuit court à l'exportation. Le CESER considère que c'est un ensemble qu'il faut revisiter en veillant aux équilibres.

Pour la forêt et vu la richesse dont dispose notre région, un plan de 2ème transformation du bois doit être lancé pour développer une industrie de proximité.

Il faut enfin réaffirmer qu'une politique agricole européenne est vitale pour le secteur.

Le secteur touristique est durement impacté et sera affecté sur le long terme. Pour commencer à y faire face, le CESER propose de sensibiliser l'ensemble des habitants du Grand Est et transfrontaliers au tourisme de proximité, de renforcer le tourisme social et de mettre à disposition des acteurs du tourisme des solutions juridiques et techniques d'émission de titres associatifs et des modes de financements participatifs. Les collectivités concernées devront maintenir voire augmenter les subventions aux associations territoriales qui œuvrent dans le tourisme social. Une communication d'envergure va être également nécessaire pour faire revenir les touristes nationaux et internationaux dans le Grand Est. Le CESER propose la création d'une conférence permanente du tourisme avec les acteurs privés, associatifs, institutionnels. Cette conférence permanente s'appuiera, en association avec les acteurs institutionnels, sur les acteurs du tourisme, mais aussi sur ceux de l'environnement, de l'agriculture, de la culture, de l'éducation et des sports et loisirs.

**REORGANISER
LE VIVRE
ENSEMBLE**

Pendant le confinement, de nouvelles solidarités sont apparues. Il est important de les conserver dans la durée, grâce à des relais institutionnels et au développement de politiques publiques ambitieuses garantissant l'accès aux services publics et des protections sociales inclusives. Le sport et la culture ont également un impact sur l'emploi, la formation et l'innovation. Ils sont des éléments influents dans le cadre du tourisme et du bien-être. Des travaux de mise en conformité et en matière d'hygiène, notamment dans les vestiaires et douches, seront obligatoires pour la reprise et dans la durée. Eu égard aux liens essentiels qu'ils promeuvent dans notre société, il faudra garantir des moyens dédiés au sport, à la culture et à l'éducation populaire.

La crise a fait apparaître les faiblesses de notre système de santé.

Pour le CESER, il est impérieux de développer une offre de soins pouvant répondre rapidement aux situations sanitaires dans tout le territoire régional et associant le territoire transfrontalier (extension des Zones Organisées d'Accès aux Soins Transfrontaliers), répondant aux besoins de toutes et tous, notamment des personnes âgées et vulnérables, et s'appuyant éventuellement sur des expérimentations. Ce développement de l'offre de soins ne saurait s'envisager en restant dans le cadre strict du Projet Régional de Santé 2, qui doit évoluer en conséquence.

Le CESER propose la création d'un observatoire de santé dans tous les espaces frontaliers du Grand Est et de passer des conventions d'aide médicale d'urgence pour les véhicules SMUR terrestres et véhicules d'hélicoptère.

Le CESER souhaite en outre que, dans le cadre de l'indispensable recréation de l'autonomie européenne en matière de production de médicaments et matériel médical, la région Grand Est occupe pleinement sa place en concertation avec tous ses voisins.

Le CESER demande que des moyens financiers et humains soient dégagés pour un maintien et un accès plus équitable aux services publics et aux commerces de proximité, notamment en territoire rural.

Afin de développer une mobilité durable, le CESER propose notamment de densifier les pistes cyclables et de redonner confiance aux usagers des transports collectifs. Si le fret ferroviaire se développait, il serait de nature à réduire le péage passager du ferroviaire, donc de procurer des économies à la Région. Pour cela, le CESER demande d'investir dans des plateformes multimodales.

Le CESER propose aussi l'expérimentation régionale d'une taxe pour le trafic poids lourds en transit, ainsi qu'une TVA à 5,5 % pour les transports publics de proximité (TER notamment).

En matière de formations, le CESER propose, d'une part, d'adapter les formations pour répondre à l'évolution des besoins, à partir d'une réévaluation de l'utilité sociale et environnementale des secteurs d'activité et des métiers. D'autre part, il propose d'investir dans l'orientation tout au long de la vie (informer, communiquer et accompagner) afin que toute personne soit en capacité de faire des choix en fonction de ses aspirations.

LE CESER PRECONISE UN
PLAN D'USAGE DU NUMERIQUE
A DESTINATION DE TOUS ET
TOUTES

Mettre rapidement en place un plan de formation à l'usage numérique, encadrant et sécurisant l'évolution du digital dans la société.

Doter les universités et les grandes écoles d'outils développant les échanges pédagogiques et favorisant l'ancrage des cerveaux formés en Grand Est.

Accélérer la transformation numérique du tourisme régional.

Le CESER réitère sa demande d'un état des lieux de la « continuité pédagogique à distance » dans les lycées du Grand Est qui permettrait à la fois d'évaluer la réalité effective du programme Lycée 4.0 et ses apports en situation de confinement.

Le CESER souligne l'importance du respect du planning de déploiement de la fibre, qui, par ailleurs, est source d'emplois locaux.

REINVENTER

LES GOUVERNANCES

ET PRATIQUES DEMOCRATIQUES

La réponse à la crise s'est traduite par un élan de solidarité des citoyens, chefs d'entreprise, ou salariés. Ils ont su unir leurs volontés et mettre en commun leurs potentiels pour répondre à l'urgence.

Cependant, une perte de confiance dans l'action publique, qui se développait bien avant la crise, s'est encore accrue ces derniers mois.

Face à cela, les élus et les acteurs publics ont l'obligation de partager, d'informer, de clarifier, de motiver leurs prises de décision, mais aussi de rendre compte des résultats de l'action publique.

Dans ce contexte, le CESER propose de participer à donner un écho de la parole citoyenne, en association avec les conseils de développement.

Le CESER estime, enfin, indispensable d'amplifier une véritable démarche d'évaluation (avant, pendant et après) des politiques publiques pour partager, informer, clarifier, motiver les prises de décisions, mais aussi montrer les résultats de l'action publique.

Une rupture de paradigme se fait jour.

Il faudra travailler sur le long terme pour mener à bien cette refondation dans le cadre d'une politique de l'Europe plus solidaire en direction de ses États.



CESER GRAND EST

5, rue de Jéricho
51037 Châlons-en-Ch.
03 26 70 31 79

1, place Adrien Zeller
67070 Strasbourg
03 88 15 68 67

1, place Gabriel Hocquard
57036 Metz
03 87 33 60 00

www.ceser-grandest.fr | ceser@grandest.fr | [@cesergrandest](https://twitter.com/cesergrandest) | [@ceserge](https://www.facebook.com/ceserge)